

Stéphane BAVOIS

Alexandre BEAUDEAU

Cyril DESCELLETTE

Esméralda GONZALEZ

Victoria HARVOIRE

Sylvaine MOUTON

Julien PATANCHON

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

CHEMINS D'ENFANCES EN PERIGORD

Siège Social : 47, rue Jules Michelet
24100 - BERGERAC

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Mérignac

21, Avenue Ariane
BP 20023
33702 Mérignac Cedex
Tél. 05 56 34 60 00
Fax. 05 56 13 05 11

Email : mel@audial.fr
<http://www.audial.fr>

CHEMINS D'ENFANCES EN PERIGORD

Association Loi 1901

Siège social : 47 rue Jules Michelet - 24100 BERGERAC

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée Générale de l'association Chemins d'Enfances en Périgord,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CHEMINS D'ENFANCES EN PERIGORD relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 et 2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels aux notes « Mention du règlement comptable » et « Changements de méthodes » du paragraphe « Principes et méthodes comptables ».

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et financier, et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

2

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mérignac, le 28 mai 2026

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES



AUDIAL

représenté par Esmeralda GONZALEZ

Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Frais d'établissement (I)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs simil...	60 427	35 716	24 711	43 707
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	476 970		476 970	463 980
Constructions	13 582 136	6 873 523	6 708 613	3 058 204
Installations techniques, matériels et outillage industriels	2 688 392	2 268 224	420 168	264 919
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				3 439 307
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	151		151	151
Prêts				
Autres immobilisations financières	32 465		32 465	44 605
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	16 840 541	9 177 463	7 663 078	7 314 874
STOCKS ET EN-COURS				3 840
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes				3 840
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	912 646		912 646	1 015 842
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	891 835		891 835	117 607
Charges constatées d'avance	15 781		15 781	5 851
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Instruments financiers à terme et jetons détenus	40 427		40 427	39 601
Disponibilités	2 531 404		2 531 404	2 313 486
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	4 392 093		4 392 093	3 496 227
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	21 232 634	9 177 463	12 055 171	10 811 100

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Bilan passif

Postes	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise	234 875	234 875
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	234 875	234 875
Fonds propres avec droit de reprise	24 817	18 868
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	24 817	18 868
Écarts de réévaluation		
Réserves	3 283 591	2 708 591
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves	3 283 591	2 708 591
Report à nouveau	314 495	134 554
Excédent ou déficit de l'exercice	-74 368	754 941
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	3 783 410	3 851 829
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	33 653	39 877
Provisions réglementées	868 106	857 492
TOTAL FONDS PROPRES (I)	4 685 168	4 749 198
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	50 000	50 000
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	50 000	50 000
PROVISIONS		
Provisions pour risques	36 044	
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (III)	36 044	
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 529 328	4 620 582
Emprunts et dettes financières diverses	17 561	3 499
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	338 436	162 570
Dettes issues de legs ou de donations		
Dettes fiscales et sociales	1 357 369	1 179 896
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	41 265	45 356
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	7 283 959	6 011 903
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	12 055 171	10 811 100

Compte de résultat

Postes	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	5 379	13 370
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	10 305 940	10 259 445
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	346	1 306
Mécénat		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	39 158	49 137
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	552	
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	525	756
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	10 351 900	10 324 014
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	2 337 521	2 200 201
Aides financières		
Impôts, taxes, et versements assimilés	597 478	530 810
Salaires	4 906 439	4 560 786
Cotisations sociales	1 774 330	1 731 308
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	509 105	379 742
Dotations aux provisions	1 450	
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées	372	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	73 525	54 483
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	10 200 221	9 457 331
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	151 679	866 683
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	13 978	6 513
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	13 978	6 513
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	226 061	129 763
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		

Postes	2025	2024
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)	226 061	129 763
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-212 083	-123 250
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-60 403	743 433
Produits exceptionnels (V)		15 008
Charges exceptionnelles (VI)	10 614	3 500
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-10 614	11 508
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	3 351	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	10 365 878	10 345 535
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	10 440 246	9 590 594
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-74 368	754 941
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Annexe

Préambule

Introduction

Introduction à l'annexe

L'exercice comptable clos le **31/12/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2024** à **31/12/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **12 055 170,98 €**.

Le résultat net comptable est **une perte** de **-74 368,15 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Événements significatifs

Événements post-clôture

Sans impact :

Aucun fait significatif n'est survenu postérieurement à la clôture de l'exercice.

Autres informations significatives

La procédure relative aux litiges prud'hommaux depuis la clôture de l'exercice clos le 31/12/2019, est toujours en cours. L'association avait été condamnée en première instance en 2023 et avait fait appel des décisions. La cour d'Appel a rendu ses conclusions le 31 mars 2026 et a annulé le jugement initial. Le jugement est désormais plus favorable pour l'Association mais aucun produit à recevoir n'a été constaté dans les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2025, compte tenu du délai possible pour les salariés de décider de se pourvoir en cassation. Le montant estimé de ce produit à recevoir est 101.687 euros.

L'association a également été assignée aux prudhommes par un salarié en 2025. La provision constatée en 2024 pour 21594€ a été maintenue au 31 décembre 2025.

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

L'association est régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour objet principal :

- L'aide et le soutien, l'accueil, l'hébergement, la restauration, le transport, la prévention, la protection, l'éducation, la réadaptation et l'insertion socio-professionnelle de jeunes, de personnes fragiles particulièrement en danger moral, ou vivant des difficultés de tout ordre du fait de situations défavorables sur le plan familial et social.
- De permettre pour les personnes fragiles, l'ouverture au monde extérieur, la recherche de l'autonomie, la prise en compte des capacités et des objectifs individuels de chaque personne accompagnée.

L'association a également pour objet annexe:

- la formation dans les domaines qui concerne son objet principal
- la mise en place de services dans le domaine médico-social au profit de personnes fragiles ou au profit d'organismes agissant dans des domaines similaires ou complémentaires.

Mention du règlement comptable

- L'association a arrêté ses comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025 en respectant les prescriptions du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers et les prescriptions du règlement ANC n°2023-03 relatif aux activités gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des modifications apportées dans le cadre de la première application du règlement ANC n°2022-06 ;
- Indépendance des exercices.

L'association a continué d'appliquer les règlements comptables ANC 2018-06 et ANC 2019-04, article 131-2 relatifs aux associations.

Les fonds dédiés Indemnités de fin de carrière sont ainsi classés dans le compte de report à nouveau " 11592 - Report à nouveau constitué des charges et produits des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée dont la prise en compte est différée "

Provision pour congés à payer : il est bien tenu compte de l'avis CNC n°2007-05 du 4 mai 2007 qui précise que les provisions pour congés payés doivent faire l'objet d'une comptabilisation dans les comptes sociaux de l'association.

Tableau de passage du résultat comptable au résultat administratif

Exercice 2025	3F	MEV	TOTAL
Résultat comptable	-22 332	-52 037	-74 368
Variation Congés payés	16 378	45 098	61 476
Reprise résultat 2023	49 637	130 215	179 852
Résultat administratif	43 684	123 276	166 960

Concours publics et subventions par nature de financeur

	3F	MEV	TOTAL	Financeur
Concours publics				Conseils départementaux
Produits de tarification	3 734 448	6 431 052	10 165 500	Conseils départementaux
Subventions d'exploitation	3 961	7 921	11 882	Aide à l'apprentissage
Subventions d'exploitation	6 000	4 000	10 000	OPCO
Subventions d'exploitation	4 378		4 378	France Travail
Subventions d'exploitation	2 500		2 500	Fonds Social Européen
Imaj In	92 329		92 329	Conseils départementaux
Subvention d'investissement	6 862	12 489	19 351	
TOTAL	3 850 478	6 455 462	10 305 940	

Information sur les produits relevant du secteur social et médico-social sous gestion contrôlée (règlement ANC 2019-04) :

Les concours publics et subvention d'exploitation pour 10 305 940 € relèvent exclusivement des activités ESMS sous gestion contrôlée.

Information sur les fonds propres relevant du secteur social et médico-social sous gestion contrôlée (règlement ANC 2019-04)

Les fonds propres de l'association comprennent des réserves et résultats des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée selon détail ci-dessous :

- Des réserves pour projet de l'entité pour 3 283 591 € dont réserves ESMS sous gestion contrôlée pour 3 266 017 €
- Des Reports à nouveau pour 314 495 € dont RAN ESMS sous gestion contrôlée pour 894 422 €
- Un résultat de l'exercice de -74 368 € provenant exclusivement de l'activité ESMS sous gestion contrôlée

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	5 à 10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	6,5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	
Autres	

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Cas des disponibilités en devise :

Les liquidités disponibles en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice.

Les écarts de conversion sont directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

Subventions

Inscription proratisée :

La société a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exploitations au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise en résultat d'exploitations au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.

Changements de méthodes

Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Ainsi, pour tout exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025, **CHEMINS D'ENFANCES EN PERIGORD** présente ses états financiers conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans ledit règlement.

La première application du règlement 2022-06 entraîne un changement de méthodes comptables, notamment en supprimant la technique du transfert de charges et en définissant le résultat exceptionnel comme celui dégagé par des opérations majeures et inhabituelles.

Ce changement de méthode, appliqué de façon prospective, a les conséquences significatives suivantes :

- les cessions d'immobilisations qui représentent 552 € de produits et 372 € de charges sur l'exercice figurent en résultat d'exploitation alors qu'elles auraient figuré en résultat exceptionnel avant l'application du règlement 2022-06 de l'ANC.
- les remboursements d'indemnités journalières qui représentent 79 001 € sur l'exercice figurent en diminution directe des salaires alors qu'elles auraient figuré en transferts de charge avant l'application du règlement 2022-06 de l'ANC.
- les quotes-parts de subventions d'investissement qui représentent 19 351 € sur l'exercice figurent en autres produits d'exploitation alors qu'elles auraient figuré en produits exceptionnel avant l'application du règlement 2022-06 de l'ANC.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	63 715		3 288	60 427
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	463 980	12 990		476 970
Constructions	9 544 489	4 037 647		13 582 136
Installations techniques, matériel et outillage	1 193 625	132 417	24 517	1 301 525
Autres immobilisations corporelles	1 266 712	126 075	5 920	1 386 867
Immo. en cours, avances et acomptes	3 439 307	1 018 616	4 457 923	
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés	151			151
Prêts				
Autres immobilisations financières	44 605	550	12 691	32 465
TOTAL	16 016 585	5 328 295	4 504 339	16 840 541

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Amortissements et dépréciations

Amortissements	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement et de R&D						
Concessions, brevets & licences						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles			20 008	18 996	3 288	35 716
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions			6 486 285	387 238		6 873 523
Installations techniques, matériel et outillage			1 108 606	37 731	24 517	1 121 821
Autres immobilisations corporelles			1 086 812	65 139	5 548	1 146 403
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations financières						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL			8 701 711	509 104	33 353	9 177 462

Dépréciations	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de R&D				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Matières premières				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances				
Charges constatées d'avance				
Capital souscrit - appelé non versé				
TOTAL				

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Legs et donations temporaires d'usufruit

L'association Le Cottage des Gouyats à Marsac sur l'Isle a été liquidée le 29 aout 2025 et a décidé de léger son boni de liquidation (trésorerie) au profit de l'association, pour une montant de 5 949.05€.

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières	32 465	32 465		
Clients douteux				
Autres créances clients	912 646	912 646		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres org. sociaux	16 170	16 170		
Impôts sur les bénéfices				
TVA	735 792	735 792		
Autres impôts				
Divers				
Groupes et associés				
Débiteurs divers	139 874	139 874		
Charges constatées d'avance	15 781	15 781		
TOTAL	1 852 727	1 852 727		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	15 781	
TOTAL	15 781	

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Réduction	Fin d'exercice
Situation nette					
Fonds propres sans droit de reprise	234 875				234 875
Fonds propres avec droit de reprise	18 868		5 959		24 817
Ecarts de réévaluation					
Réserves	2 708 591	575 000			3 283 591
Report à nouveau	134 554	179 941			314 495
Excédent ou déficit de l'exercice	754 941	-754 941		-74 368	-74 368
TOTAL	3 851 829		5 959	-74 368	3 783 410
Autres					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	39 877		13 127	19 351	33 653
Provisions réglementées	857 492		10 614		868 106
TOTAL	897 369		23 741	19 351	901 759
TOTAL GÉNÉRAL	4 749 198		29 700	-55 017	4 685 169

Fonds dédiés

Rubriques	Début d'exercice	Reports	Utilisations montant global	Utilisations dont rembours.	Transferts (A)	Cloture Montant global (B)	Clôture projets sans dépense
Subventions d'exploitation							
TOTAL							
Contributions financières d'autres organismes							
fonds dédiés à l'investissement	50 000					50 000	
TOTAL	50 000					50 000	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	50 000					50 000	

Il s'agit de fonds dédiés à l'investissement pour le Foyer 3F, pour 50 000 €.

Provisions

Nature de la provision	À l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non-utilisées	À la clôture de l'exercice
Provisions pour risques		75 202	39 158		36 044
Provisions pour charges					
TOTAL		75 202	39 158		36 044

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit	5 529 328	492 396	1 101 909	3 935 023
Emprunts et dettes financières divers	17 561	17 561		
Fournisseurs et comptes rattachés	338 436	338 436		
Personnel et comptes rattachés	483 158	483 158		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	559 754	559 754		
Impôts sur les bénéfices	3 351	3 351		
TVA	218 807	218 807		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	92 299	92 299		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	41 265	41 265		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	7 283 959	2 247 027	1 101 909	3 935 023
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 082 945			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	174 210			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Informations relatives au compte de résultat

État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Intérêts courus	17 561	
Fournisseurs - Factures non parvenues	43 511	
Personnel - Dettes provisionnées pour congés à payer	430 513	
Personnel - Autres charges à payer	36 011	
Organismes sociaux - Charges sociales sur congés payés	202 664	
Organismes sociaux - Autres charges à payer	21 212	
Intérêts courus à payer	83	
TOTAL	751 554	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Organismes sociaux - Produits à recevoir	16 170	
Intérêts courus à recevoir	3 113	
Divers produits à recevoir	21 461	
TOTAL	40 744	

Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Afférents à la certification des comptes	20 093	
Afférents aux services autres		
TOTAL	20 093	

Opérations et engagements envers les organes d'administration de direction ou de surveillance

Information sur les rémunérations

En application de l'article 20 de la Loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés doivent être communiqués.

En application du principe du respect des droits des personnes, cette information n'est pas donnée, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractères individuel.

Opérations et engagements hors bilan

Engagement financier ou garantie hors bilan

Nature des engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	Provision
Engagements donnés							
INTERETS D'EMPRUNTS HORS BILAN	2 480 920					2 480 920	
TOTAL	2 480 920					2 480 920	
Engagements reçus							
TOTAL							
Engagements réciproques							
TOTAL							
Engagts sur les pensions							

Autres opérations non inscrites au bilan

Nature de l'opération	Montant des risques et avantages attendus de l'opération	Garanties données	Autres informations
-----------------------	--	-------------------	---------------------

La convention collective applicable à l'Association prévoit le versement, lors du départ à la retraite d'un salarié, d'une indemnité.

Le Report à nouveau constitué des charges et produits des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée dont la prise en compte est différée, s'élève à 240 608 euros au 31 décembre 2025.

Les autres engagements représentés par les indemnités de fin de carrière, non constatés en report à nouveau, et calculés en appliquant les recommandations des instances comptables, sont de 405 000 euros au 31/12/2025.

Les hypothèses de calcul retenues ont été :

- augmentation annuelle des salaires : 1%
- taux d'actualisation et de revalorisation annuelle du fonds : 1% (inflation comprise)
- âge de départ : 62 ans
- taux de rotation : 1%
- taux de charges sociales : 56.25% pour le Foyer 3F et pour la maison d'enfants de la Vallée
- Table de mortalité : table réglementaire INSEE 2003 / 2005

Engagements reçus

L'association a reçu une promesse d'achat pour le terrain vacant situé Rue Leconte de l'Isle à Bergerac.

Informations relatives à l'effectif

Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	
Cadres et ingénieurs	
TOTAL	

L'association a employé 130 personnes au cours de l'exercice écoulé, réparti à hauteur de 49 sur le Foyer 3F et de 81 sur la Maison d'Enfants de la Vallée.